

ACTION URGENTE

UN DIRIGEANT PAYSAN ASSASSINÉ, D'AUTRES POTENTIELLEMENT MENACÉS

Un dirigeant paysan et responsable local a été tué le 11 novembre dans le nord du Honduras. Sa mort intervient peu de temps après le meurtre d'une autre responsable paysanne, en août. La sécurité de sa famille et celle d'autres dirigeants pourrait être menacée.

Le 11 novembre, **Juan Ángel López Miralda** (également appelé Juan Galindo) a été abattu par deux inconnus circulant à moto dans la communauté de Rigores (municipalité de Trujillo, département de Colón). Il a été atteint de plusieurs balles dans le dos. Il rentrait chez lui à bicyclette après avoir assisté à une réunion dans une église des environs.

Juan Ángel López Miralda était un dirigeant paysan, membre jusqu'à la fin 2013 du Mouvement paysan unifié de l'Aguán, une organisation qui lutte pour le respect des droits à la terre des paysans de la région de l'Aguán. En novembre 2013, Juan Ángel López Miralda avait dû s'installer à l'étranger après avoir reçu des menaces de mort. Il était récemment rentré chez lui pour des motifs familiaux.

En novembre 2013, Juan Ángel López Miralda avait signalé au Comité des familles de détenus et disparus du Honduras (COFADEH, une organisation de défense des droits humains) qu'il avait fait l'objet d'au moins deux tentatives d'assassinat : l'une en avril 2013, par des hommes portant une cagoule, et l'autre en octobre de la même année, quelques jours seulement après la visite de policiers au domicile de son père.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités de protéger les membres de la famille de Juan Ángel López Miralda, conformément à leurs souhaits ;
- appelez-les à conduire dans les meilleurs délais une enquête indépendante sur le meurtre de Juan Ángel López Miralda, à en rendre les conclusions publiques et à traduire les responsables présumés en justice ;
- engagez-les à adopter et à mettre véritablement en œuvre un mécanisme de protection pour les personnes qui sont en danger en raison de leurs activités de défense des droits humains, et rappelez-leur leurs responsabilités en vertu de la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 26 DÉCEMBRE 2014 À :

Président du Honduras
Sr. Juan Orlando Hernández
President of Honduras
Casa Presidencial, Barrio Las Lomas
Boulevard Juan Pablo II
Tegucigalpa, Honduras
Courriel : ygarcia@presidencia.gob.hn
Fax : +504 2290 5088
**Formule d'appel : Señor Presidente,
Monsieur le Président,**

Procureur général
Sr. Oscar Chinchilla Banegas
Ministerio Público
Lomas del Guijarro
Avenida República Dominicana
Edificio Lomas Plaza II
Tegucigalpa, Honduras
Fax : +504 2221 5667
Twitter : @MP_Honduras
**Formule d'appel : Señor Fiscal General,
/ Monsieur le Procureur général,**

Copies à :
ONG hondurienne
Comité de Familiares de Detenidos
Desaparecidos en Honduras
(COFADEH)
Courriel : prensa@cofاده.hn

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays. (adresse/s à compléter) :
nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN DIRIGEANT PAYSAN ASSASSINÉ, D'AUTRES POTENTIELLEMENT MENACÉS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les conflits fonciers qui opposent de longue date communautés paysannes et grands propriétaires terriens sont l'une des causes profondes des nombreuses violences dont sont victimes les communautés paysannes. Selon des organisations implantées dans la région du Bajo Aguán, plus de 120 assassinats liés à des conflits fonciers ont été perpétrés ces cinq dernières années.

Les communautés de paysans du Honduras se battent depuis de nombreuses années pour faire valoir leurs droits et réclamer une distribution équitable des terres, très souvent au prix de leur vie. La Fédération nationale des paysans du Honduras, entre autres organisations, lutte par ailleurs pour l'adoption d'une loi agraire globale, incluant la dimension de genre et répondant aux différents besoins des communautés de paysans. Le 27 août, la dirigeante paysanne Margarita Murillo a été abattue dans la communauté d'El Planón, dans le nord-ouest du Honduras, après avoir signalé qu'elle était surveillée et avait reçu des menaces au cours des jours précédents (voir l'AU 219/14, AMR 37/010/2014, <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR37/010/2014/fr>)

En juin 2014, le Congrès hondurien a débattu de la version préliminaire d'un projet de loi visant à protéger les journalistes, les défenseurs des droits humains et les fonctionnaires de la justice. Le texte a été communiqué à des organisations de la société civile dans le but de recueillir leurs suggestions et leurs recommandations. Cependant, les discussions n'ont pas encore repris. Au vu des violences dont font l'objet les défenseurs des droits humains, les journalistes et les fonctionnaires de la justice, il est essentiel que cette loi soit rapidement adoptée et promulguée, et que des ressources adéquates, notamment financières et humaines, soient consacrées à la mise en place d'un mécanisme de protection efficace.

Les défenseurs des droits humains sont très exposés au Honduras. Selon la Commission nationale des droits humains, 30 journalistes et 70 avocats ont été tués dans le pays depuis janvier 2010. Parmi les dizaines d'affaires d'atteintes aux libertés fondamentales et de violences perpétrées à l'encontre de défenseurs des droits humains au cours des cinq dernières années, une seule a vu les responsables jugés, déclarés coupables et condamnés, selon les informations dont dispose Amnesty International. Pour en savoir plus, consultez la lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle du Honduras, <http://www.amnesty.org/en/library/info/AMR37/014/2013/en>.

Nom : Juan Ángel López Miralda
Homme

AU : 291/14, AMR 37/011/2014, 14 novembre 2014